

CONJONCTURE. La région Pays de la Loire annule sa subvention pour La Folle Journée de Nantes 2025, et entend réduire de 70% son budget alloué à la culture...

Tendance de fond ou décision singulière, la Région Pays de la Loire retire sa subvention initialement promise à La Folle Journée de Nantes 2025, ce à quelques semaines seulement de l'événement.

La Région annonce par ailleurs une baisse de 70% de ses aides à la culture en 2025, alors que dans un climat social déjà dégradé, la plupart des actions de sensibilisation, de démocratisation, autant d'actions culturels qui améliorent le vivre ensemble, dépendant directement des subventions concernées. Des décisions qui vont encore aggraver l'état de la société comme mettre en péril festivals, associations, théâtres, opéras, salles de concert...

A dix jours de l'ouverture de sa billetterie : La Folle Journée de Nantes apprend ainsi l'annulation des quelques 180.000 euros habituellement alloués par la région Pays de la Loire, à l'événement prévu du 29 janvier au 2 février 2025 et qui fête ainsi ses 30 ans. Un cadeau régional dont se serait volontiers dispensé le Festival pour son anniversaire.

Fonctionnant avec un budget total de 4,7 millions d'euros, La Folle Journée dont le principe s'exporte à l'international

[jusqu'à Tokyo], perd un partenaire politique symbolique dans une région française qui jusqu'alors brillait par sa forte réputation artistique. C'est même son attractivité qui en est égratignée : l'accès à la culture comme la grande diversité des propositions artistiques, étant plus qu'ailleurs, particulièrement favorisés jusque là.

« Cette annonce brutale, sans aucun respect des organisateurs ni des publics, met à bas une mobilisation partagée qui avait traversé les clivages politiques ces dernières décennies pour la vie musicale du territoire », ont déclaré, démunis et atterrés, les représentants du festival nantais dans leur communiqué.

Fort heureusement pour cette prochaine édition 2025, la Ville et la Cité des Congrès de Nantes, cette dernière produisant le festival, combleront le trou budgétaire, afin de préserver pour le moment l'édition à venir. Cette décision surprenante, annoncée dans des délais pour le moins cavaliers, s'inscrit-elle dans une décision politique plus générale qui annonce des temps incertains ? En effet l'objectif déclaré par la région Pays de la Loire comprend une baisse générale de ses soutiens à la culture à hauteur d'au moins 70% !

La présidente du conseil régional Christelle Morançais (Horizons) entend maintenir ce cap afin de réaliser au moins 100 millions d'euros d'économies [alors que le gouvernement Barnier ne lui en aurait demandé que 40 !]. La culture doit se réinventer et devenir rentable... Aux acteurs culturels de trouver les moyens de s'autofinancer sans bénéficier d'argent public. À chacun de juger. En période de crise budgétaire et de chasse aux économies à tout va, la culture a toujours été une variable d'ajustement en particulier de la part des politiques pour lesquels elle n'était qu'un bien de consommation comme les autres. Dans la région Pays de la Loire, l'exception culturelle à la française serait-elle en passe de devenir lettres mortes ?

- Déjà un collectif d'artistes de Nantes [et d'ailleurs dans l'Hexagone] ont signé une pétition dénonçant la décision d'annuler jusqu'à 70% des subventions actuelles pour la Culture en région Pays de la Loire [pétition en ligne sous le titre « 73% en moins pour la Culture » : presque 70 000 signatures ont été collectées, à ce jour, dont entre autres celle de la pianiste Vanessa Wagner, du danseur Étoile Hugo Marchand, du chorégraphe Angelin Preljocaj...
- Signez ici la pétition : <https://www.change.org/p/pays-de-la-loire-plus-de-1000-artistes-et-professionnels-de-la-culture-se-mobilisent>

La culture concerne tout le monde et il semblerait raisonnable d'interroger à ce stade, les contribuables nantais eux-mêmes sur leur conception de la culture, de sa nécessité sociale et des moyens pour son accès le plus facile pour tous et partout, au nom de l'égalité à la culture. Mais la France n'est pas comme d'autres pays européens [comme la Suisse], adepte des consultations ni des référendums... À suivre.